

Unité Départementale de l'Isère
Pôle Territorial - subdivision T5

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE

1176 avenue Aristide Briand
38220 Vizille

Références : 2023-Is054T5

Code AIOT : 0006103265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE implanté 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. La dernière inspection a été réalisée le 06/11/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE
- 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille
- Code AIOT : 0006103265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site des Papeteries de Vizille est autorisé à exploiter d'une part une machine de production de papiers, destinés essentiellement à des usages spéciaux (papier de sécurité, papier cuisson, papier ingraissable pour emballage alimentaire, bandes à joint, etc), et d'autre part une activité de production de sacs destinés aux matériaux de construction, à l'agroalimentaire, aux minéraux et à la

chimie (dont sacs de ciment destinés à la société VICAT) sur 2 lignes de production entièrement automatisées. Elle emploie 175 salariés.

Le site abrite également une chaufferie, composée d'une chaudière biomasse et d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel, dont l'exploitation est confiée à ENGIE SOLUTIONS (contrat à renégocier en 2025), et une station de traitement des effluents industriels gérée par l'exploitant Vicat.

Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés par l'arrêté préfectoral n°2012208-0030 du 26 juillet 2012 (chaudières) et n°DDPP-DREAL UD 38-UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED).

En 2022, la société Vicat Papeterie a réalisé un chiffre d'affaires 55 millions d'euros lié à l'augmentation des prix de vente. Le 1er semestre 2023 a été délicat à traverser avec la mise en place d'une activité partielle. En effet, à cette période, la société a vendu son surplus de production de 2022 (les clients avaient fait des stocks) combiné à l'arrêt brutal des ventes fin 2022. Cependant, depuis 2020, le site se redresse, la famille VICAT a la volonté de maintenir le site et la papeterie s'engage dans plusieurs actions pour se dynamiser:

- Investissement : remplacement d'une ancienne ligne d'ensacherie (investissement pour l'instant non validé : 20 millions d'euros prévu en 2025 – 2026). Les clients sont des entreprises de la construction, de l'alimentaire et de la minoterie (60 millions de production de sac en 2022 (6 % du marché français)).
- Mise en place de l'ISO 50001 (systèmes de management de l'énergie) avec pour objectif de baisser de 90 % la consommation électrique et de réduire l'énergie thermique et les prélèvements en eau.
- Projet 2024-2025 : remplacement des produits contenant des PFAS (présence de PFAS sur les papiers alimentaires).
- Etre réactif à la demande (activité du papier très cyclique).
- Projet photovoltaïque à mettre en place après avoir réaliser des travaux de maintenance d'une toiture.
- Projet 2025-2026 remplacement des turbines hydroélectriques sur le canal des martinets, afin d'augmenter l'efficacité de la puissance de 4 GWh par an à 6,5 GWh par an. Pour l'instant, l'étude technique et l'étude du montage financier sont en cours (projet à 3 millions d'euros).
- La fermeture de certains concurrents permet de rediriger les flux vers la société des Papeteries Vicat.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Situation administrative ; Rejets issus de la chaudière biomasse ; Rejets des effluents liquides ; Consommation d'eau ; Risque incendie ; Déversements accidentels.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Surveillance de la qualité des eaux de la nappe	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Protection du bâtiment abritant stockage des bobines de papier	Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 6	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2	Sans objet
2	Fréquence des contrôles - Rejets issus de la chaudière biomasse	Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 4.2.1	Sans objet
3	Conformité des rejets - Rejets issus de la chaudière biomasse	Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 4.1	Observation n°1
4	Valeur limite d'émission des AOX - Rejet des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8	Sans objet
5	Valeur limite d'émission des MES - Rejet des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8	Sans objet
6	Valeurs d'émission des substances dangereuses - Rejets effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8	Sans objet
7	Débit de rejet - Rejet des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8	Sans objet
8	Piézomètres - Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 5	Sans objet
10	Consommation d'eau -Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2	Observation n°2
11	Consignes en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/04/1992, article 6.16	Sans objet
13	Exercices de lutte contre l'incendie - Plan ETARE	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V	Observation n°3 Observation n°4 Observation n°5
14	Détection incendie - bâtiments de stockage des bobines de papier	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 7	Observation n°6
15	Risque de déversements zone adjuvants	Arrêté Préfectoral du 06/04/1992, article 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Le service de l'Inspection rappelle à l'exploitant que son site doit respecter les prescriptions relatives au risque incendie notifiées dans ses arrêtés préfectoraux, les arrêtés ministériels correspondant à ses activités et à l'arrêté du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) réalisé dans le cadre des mesures de restrictions "sécheresse" applicables aux ICPE , est à mettre à jour régulièrement et à tenir à disposition de l'Inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site				
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2				
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site				
Prescription contrôlée : Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés dernièrement par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED).				
Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019				Observation de l'Inspection le 30/06/2023
Nature des activités	Volume des activités	N° nomenclature	Classement	
Fabrication du papier	Capacité maximale de production 145 t/j (exprimé en production brute) Production annuelle maximale 35000 tonnes (exprimée en production nette) de papiers fabriqués sur une seule machine à papier et composés majoritairement de papiers spéciaux	2440 et 3610-b (IED)	A	2440 (A) (D) 3610-b (IED) A
Impression sur papier par flexographie	650 kg/j (*) (*) : les produits mis en œuvre contiennent moins de 1% de solvants organiques au moment de leur emploi	2450-2a	A	A
SACHERIE Transformation du papier carton	>20 t/j (12000 t/an)	2445-1	A	A E
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 réservoirs de 300 m3 fioul lourd et 1 réservoir de 30 m3 de FOD représentant un tonnage de l'ordre de 530 tonnes	4734	E	E
Installation de combustion	Biomasse : 8,2 MW Gaz naturel : brûleur principal de 14 MW + brûleur d'appoint de 5 MW Fioul lourd (secours) : 14 MW Pour une puissance maximale des brûleurs susceptibles de fonctionner simultanément de 14MW	2910-A2	DC	DC
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Silo de biomasse d'un volume de 1100 m3	1532-3	D	D
PAPETERIE + SACHERIE - Dépôt de papier carton	11 000 m3 papeterie 4 000 m3 sacherie	1530-3	D	D
Prélèvement dans un cours d'eau ou dans sa nappe d'accompagnement (nappe alluviale de la Romanche)	Prélèvement maxi horaire : 250 m3	eau 1.2.1.0	D	D

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucune modification n'est intervenue pour les quantités autorisées par l'article n°2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019.</p> <p>Pour rappel, en application de l'article R.181-46-II du code de l'environnement tout projet de modification des activités, doit être porté à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. Au regard des éléments transmis, le préfet statue sur la procédure à engager.</p>
<p>Proposition de suites : Sans suite</p>

N° 2 : Fréquence des contrôles - Rejets issus de la chaudière biomasse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Respecter les fréquences des contrôles externes prévues par l'arrêté préfectoral pour le rejet de la chaudière biomasse : fréquence trimestrielle en ce qui concerne les paramètres CO, NOx et poussières.</i></p> <p>Lors de la dernière inspection (06/11/2020), le service de l'inspection constatait qu'en 2018 et 2019, l'exploitant avait réalisé 3 contrôles annuels au lieu de 4 contrôles (fréquence trimestrielle) . L'exploitant précisait de plus que pour l'année 2020 la crise sanitaire a conduit à décaler certains contrôles, ainsi 3 contrôles ont été réalisés pour la chaudière biomasse au lieu de 4. Le contrôle annuel de la chaudière a été réalisé en octobre 2020 (résultats non disponibles à la date de l'inspection).</p> <p>La non-conformité (n°1) du rapport du 06/11/2020 demandait d'informer systématiquement l'inspection des dates de contrôles réalisés et des éventuels décalages, et de respecter la périodicité trimestrielle des contrôles pour la chaudière biomasse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant confirme qu'au plus tard en début d'année, les dates des contrôles trimestriels pour les chaudières biomasse et gaz naturel, ainsi que des éventuels décalages seront communiqués.</p> <p>Le 27/03/2023 , le service de l'Inspection a reçu le planning 2023 des contrôles sur les rejets atmosphériques pour les chaudières biomasse et gaz (4 analyses):</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1er trimestre 29 mars 2023 : contrôle pour la chaudière biomasse; - 2ème trimestre 30 mai 2023 : contrôle pour la chaudière biomasse; - 3ème trimestre 21 juillet 2023 : contrôle pour la chaudière biomasse; - 4ème trimestre 03 et 04 octobre 2023 : contrôles pour les chaudières biomasse et gaz.
<p>Avis de l'Inspection : Conforme</p>
<p>Proposition de suites : Sans suite</p>

N° 3 : Conformité des rejets - Rejets issus de la chaudière biomasse
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée : <i>Les installations de combustion fonctionnant à partir de biomasse et de gaz naturel et autorisées par le présent arrêté respectent les valeurs limites suivantes :</i> <i>Poussières : concentration = 30 mg/Nm³ et flux = 0,6 kg/h et 5 t/an.</i></p> <p>Lors de la dernière inspection (06/11/2020), le service de l'inspection constate un dépassement en poussières (lié à un redémarrage de la chaudière à la suite d'un arrêt sur défaut lors de la prise de mesure) en janvier 2019 (concentration et flux) pour lequel une contre-mesure a été réalisée en février 2019 (résultat conforme), et d'un autre dépassement en poussières (37 mg/Nm³ pour une VLE fixée à 30 mg/Nm³) lors du contrôle inopiné air diligenté le 24 juin 2020 par SOCOTEC (rapport du 12/08/20), le dépassement étant principalement lié au 3ème essai d'1h (60 mg/Nm³). Le flux est quant à lui conforme à la VLE. Un courrier a été transmis le 13/08/20 à l'exploitant consécutivement à ce dépassement.</p> <p>Par courrier en date du 27/08/2020, l'exploitant a précisé que l'origine du dépassement pourrait être lié à un entraînement de poussières lors de la mise en vibration de la trémie de récupération des cendres volantes, système mis en service en juin 2020 pour éviter le risque d'inflammation des big-bags de récupération (réaction exothermique des cendres en présence de chaux et d'humidité). Il n'y a pas eu de contre-mesure suite au constat de non-conformité du contrôle inopiné.</p> <p>Une non-conformité (n°2) du rapport du 06/11/2020 demandait la mise en place des actions correctives permettant de respecter la concentration maximale en poussières en sortie de la chaudière biomasse. A cette fin, l'Inspection demandait de poursuivre les investigations concernant l'impact de la mise en vibration de la trémie sur les rejets en poussières (suivi précis au niveau de l'opacimètre, essai spécifique à mener lors d'un contrôle trimestriel, etc) et de procéder à une modification voire à un arrêt du système si celui-ci est réellement à l'origine d'une augmentation importante des rejets en poussières.</p> <p>Deux observations ont été faites en 2020 concernant la VLE et l'opacimètre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°1 : en cas de mesure non conforme à la VLE, diligenter une contre mesure dans le mois suivant la réception du résultat, - n°2 : préciser la technologie de mesure de l'opacimètre et le type de poussières mesurées (granulométrie) par rapport aux contrôles externes. <p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la NC n° 2 du rapport du 06/11/2020 VLE poussières : <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant précisait qu'il poursuivait ses investigations concernant l'impact de la mise en vibration de la trémie sur les rejets en poussières. Ce problème a été résolu (voir § ci-dessous).</p> <p>Un tableau a été transmis au service de l'Inspection concernant les résultats d'autosurveillance des poussières sur la chaudière biomasse (année 2021), deux non-conformités ont été constatées : le 24/09/2021 et le 15/10/2021. En date du 08/03/2022, par courriel, L'exploitant justifiait ces dépassements:</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la valeur haute sur les poussières lors du contrôle du 24/09/2021, le technicien avait oublié de bloquer la charge de la chaudière afin de stabiliser le flux 5Ci . Une coupure machine s'est déclenchée aux alentours de midi pendant le contrôle. La chaudière a naturellement ralenti puis

redémarré d'un coup. Ce qui explique la valeur supérieure à la VLE.

- pour le 15/10/2022, ENGIE ne sait pas pourquoi la valeur obtenue était de nouveau une valeur supérieure à la VLE. En revanche, ENGIE était très mécontent du technicien de Bureau Veritas qui est venu sur ces 2 dates faire les prestations demandées. Les responsables du technicien l'ont retiré de l'installation à Vizille.

L'exploitant présente le 30/06/2023 les résultats des mesures du 29/03/2023 et 30/05/2023, les résultats sont conformes pour les valeurs limites suivantes : Poussières : concentration = 30 mg/Nm³ et flux = 0,6 kg/h. ENGIE déclare que les modalités de fonctionnement de la trémie de récupération des cendres de l'électrofiltre ont été modifiées de manière à réduire les rejets en poussières. La fréquence de frappe des électrofiltres ont été réduites pour diminuer les émissions diffuses de poussières.

- Sur l'observation n°2 formulée lors de l'inspection en 2020 :

Une mesure est effectuée en continu (opacimètre) pour le pilotage de la chaudière et Bureau Veritas fait un prélèvement sur un filtre dans le cadre de la surveillance des rejets. Les deux méthodes d'analyse sont différentes car elles ne visent pas le même objectif. La valeur réglementaire est mesurée par Bureau Veritas. Les mesures ne peuvent donc pas être comparées.

-Constat du 30/06/2023:

L'exploitant déclare que la chaudière fioul de secours n'a pas été mis en fonctionnement depuis la mise en service de la chaudière biomasse. En cas de problème c'est le fonctionnement au gaz qui est mis en fonctionnement.

Avis de l'Inspection : Conforme

Observation n°1 :

En cas de mesure non conforme à la VLE, diligenter une contre mesure dans le mois suivant la réception du résultat

Proposition de suites : Sans suite

N° 4 : Valeur limite d'émission des AOX - Rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : Valeur limite d'émission du rejet d'effluents liquides (AOX) : Lors de l'inspection sur site en 2020, il a été noté un dépassement de la valeur de rejet en AOX, le 20/08/2020 : 1222 µg/l pour VLE à 1000 (et flux de 3,9 kg/j pour une VLE de 2 kg/j). L'exploitant indique que 2 causes peuvent être à l'origine du dépassement : soit un rejet accidentel de résine PAE (contenant 0,3 % d'AOX), soit une erreur de mesure du laboratoire externe qui a réalisé la mesure. En interne, une action de sensibilisation du personnel de production sur la mise en œuvre des produits chimiques en containers a été faite. Un suivi de la consommation en résines PAE est réalisé mensuellement conformément aux dispositions de l'AP du 16/09/19, mais il ne permet pas de détecter un rejet accidentel. Une non-conformité (n°4) du rapport du 06/11/2020 demandait de confirmer la baisse des rejets en AOX et le retour à une situation conforme
Constats : - Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant précise que depuis septembre 2020, la teneur en AOX des effluents aqueux est revenue à un niveau inférieur à la VLE de l'arrêté préfectoral. L'exploitant joint un tableau des mesures où le service de l'Inspection constate pour septembre-octobre-novembre 2020 des concentrations en dessous de la VLE. - Lors de la visite, le 30 juin 2023, l'Inspection constate que sur les années 2021-2022 et début 2023 (jusqu'en avril) un seul dépassement a été enregistré : un flux de 2,33 kg/j en février 2022 pour une VLE de 2 kg/j. L'exploitant explique ce dépassement par une pollution ponctuelle due à un nettoyage à l'eau claire mis en œuvre suite à un problème de propreté sur le produit bande à joint qui contient des AOX. L'action mise en place suite à cet incident conduit l'exploitant à réaliser des vidanges plus régulières de produits et non par grands à-coups.
Avis de l'Inspection : Conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 5 : Valeur limite d'émission des MES - Rejet des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : Valeur limite d'émission du rejet d'effluents liquides (MES) : Les résultats sur l'année 2019 font apparaître un flux spécifique moyen en MES de 0,76 kg/t (pour une valeur limite de 1 kg/t correspondant à la NEA-MTD du BREF papetier). Les résultats sur l'année 2020 (de janvier à fin août) font apparaître un flux spécifique moyen en MES de 1,1 kg/t (pour une valeur limite de 1 kg/t correspondant à la NEA-MTD du BREF papetier). L'inspection notait ainsi une dégradation des rejets, qui restent néanmoins conformes aux fourchettes hautes du BREF papetier (sous réserve d'une réduction des flux de MES rejetés d'ici fin 2020 permettant de respecter la valeur de 1 kg/t), et aux valeurs limites reprises dans l'arrêté préfectoral du 16/09/19. L'observation n°5 du rapport du 06/11/2020 demandait d'améliorer la maîtrise des rejets de MES d'ici fin décembre 2020, de manière à respecter le flux spécifique annuel de 1 kg/T sur 2020.
Constats : - Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant déclare que la situation à fin novembre 2020 montre que la cible de 1kg/T sur 2020 du flux spécifique annuel des rejets en matières en suspensions (MES) est atteignable. L'exploitant joint un tableau des mesures où le service de l'Inspection constate pour sur 2020 le flux spécifique annuel des rejets en MES est de 1,03 kg/T. - L'Inspection constate le 30/06/2023 sur les années 2021-2022 et début 2023 (jusqu'en avril) que la VLE du flux spécifique annuel des rejets en MES est respectée. L'exploitant précise que sur la machine à papier, les cuves de produits sont exploitées jusqu'à la fin et non stoppées avant la fin puis vidangées comme c'était le cas avant, ceci afin de diminuer la quantité de fibres et donc de MES au rejet.
Avis de l'Inspection : Conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 6 : Valeurs d'émission des substances dangereuses - Rejets effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit respecter des valeurs limites d'émissions et fréquence de surveillance du rejet d'effluents liquides pour d'autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état chimique des masses d'eau, notamment pour les DEHP (phtalate), Nonyphénols, PFOS (acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés), Chloroforme, Dioxines, HBCDD (Hexabromocyclododécane).
Constats : L'exploitant présente les rapports d'analyse des années 2021 et 2022. L'Inspection constate que sur les années 2021 et 2022 l'exploitant a réalisé les analyses conformément aux fréquences notifiées à l'article n° 2.3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019 et respecte les valeurs limites des rejets notifiées.
Avis de l'Inspection : Conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet - Rejet des effluents liquides
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeur limite d'émission du rejet d'effluents liquides (débit) :</p> <p>Lors de l'inspection sur site en 2020, il a été constaté que pour le débit des effluents rejetés, la moyenne mensuelle du débit est toujours régulièrement voire systématiquement supérieure à la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral du 16/09/19 (7 moyennes mensuelles sur 8 supérieures à 3000 m3/j), avec toutefois une tendance à la baisse depuis mai 2020 ; la valeur maximale journalière de 4000 m3/j est régulièrement dépassée. L'exploitant précise qu'après une réduction importante des débits d'eau prélevés sur le 1er semestre 2019, les volumes rejetés ont augmenté à partir de mai 2019, avec une moyenne entre mai 2019 et fin septembre 2020 de 4100 m3/j. Ceci est dû à une dégradation du carnet de commande sur 2019, aux difficultés en 2020 pour faire fonctionner la machine à papier compte-tenu de la crise sanitaire (problème d'effectif en mars et avril 2020, passage de la machine à papier en 3*8 au lieu de 5*8) entraînant de nombreux arrêts de production, à une diminution des longueurs de série, et à une difficulté pour former les agents (problème de recrutement, modification du process).</p> <p>Les améliorations envisagées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travaux lors de l'arrêt de fin décembre 2020 pour procéder à quelques aménagements sur le circuit POM (modification des circuits de tête de la machine à papier) permettant de réduire la consommation d'eaux claires, - sensibilisation du personnel par rapport aux modalités de rinçage des circuits (quantités d'eau à utiliser), - remplacement de presse-étoupes (investissement reporté à 2021 compte tenu de la crise sanitaire). <p>Une non-conformité (n°5) du rapport du 06/11/2020 demandait de mettre en œuvre des actions de réduction des consommations et rejets d'eau de process afin de respecter les débits maximum journaliers et mensuels fixés par l'arrêté préfectoral du 16/09/19.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, explicite les raisons des dépassements et s'engage à respecter les débits maximum journaliers et mensuels fixés par l'arrêté préfectoral du 16/09/19. Pour cela, il prévoit de mettre en œuvre les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction du nombre de changement de fabrication. Pour cela, un travail est mené pour augmenter les longueurs de série et optimiser les enchaînements de fabrication. - optimisation des consommations d'eau fraîche sur divers équipements de la machine à papier : investissements programmés sur 2020 reportés en 2021 compte tenu de la crise sanitaire ; -sensibilisation du personnel d'exploitation sur l'usage de l'eau afin de limiter le temps de fonctionnement à l'eau fraîche lors des changements de fabrication. <p>Le 30 juin 2023, l'Inspection des installations classées constate que pour le débit des effluents rejetés sur 2021, la moyenne mensuelle du débit est fréquemment supérieure à la valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral du 16/09/19 (4 moyennes mensuelles sur 12 supérieures à 3000 m3/j), avec toutefois une tendance à la baisse observée depuis 2020 ; sur cette période, la valeur maximale journalière de 4000 m3/j est dépassé une seule fois. Pour l'année 2022, un seul dépassement sur la moyenne mensuelle du débit est constatée ; depuis le début d'année 2023 aucun dépassement n'est enregistré. L'exploitant présente un graphe des valeurs des débits depuis 2017 qui permet de constater la conformité du débit à ce jour. Les actions engagées sont donc bénéfiques à la diminution du débit rejeté pour atteindre la valeur limite fixée dans l'arrêté</p>

préfectoral du 16/09/19, notamment par les bonnes pratiques au sein des équipes d'exploitation.
Avis de l'Inspection : conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 8 : Piézomètres - Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, forage en nappe
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour rappel, le site dispose d'une autorisation de prélèvement dans la nappe pour un débit maximal horaire de 250 m³/h, non totalement exploité, compte tenu des besoins en eau du site. Ces prélèvements sont effectués via les puits Colin et Paille, les 2 autres puits n'étant plus utilisés (puits Sulfurisé et puits Parc).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de l'Inspection de 2019 indiquait que la canalisation d'accès au puits sulfurisé a été obturée (bouchon). - Le rapport de l'Inspection de 2020 rappelait que concernant la protection du puits Colin vis-à-vis d'un risque de pollution accidentelle, l'exploitant a condamné et obturé sur sa partie aval la galerie technique reliée au local du puits Colin, laquelle pouvait ponctuellement drainer des eaux potentiellement polluées. La conduite d'alimentation en eau présente dans cette galerie avait préalablement été déplacée. Par ailleurs, un muret en béton a été dressé à l'entrée de la galerie technique pour sécuriser le puits. - Concernant le puits Parc (non utilisé depuis 1984), l'exploitant a procédé en août 2020 au démontage de la pompe et de la conduite, et au comblement du puits (mise en place d'une plaque acier de 5 mm d'épaisseur soudée sur la bride existante et mise en place de béton sur une épaisseur de 50 cm et une surface de 2 m²) (rapport de l'Inspection de 2020). <p>L'observation n°8 du rapport du 06/11/2020 demandait de transmettre les références du puits Parc (pour information du BRGM du comblement de l'ouvrage)</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant a transmis les plans de localisation du Puits Parc et la feuille de déclaration des Puits sur le site des Papeteries, en date du 6 janvier 1977</p>
Avis de l'Inspection : conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 9 : Surveillance de la qualité des eaux de la nappe
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Nappe d'eau souterraine
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux de nappe à partir des puits existants situés en aval des installations à risques, et d'ouvrages piézométriques situés en amont et en aval hydraulique du site. Ce suivi doit permettre de détecter au plus tôt une pollution accidentelle de la nappe ou une dérive de sa qualité en amont du captage d'eau potable de Pré Grivel. Un programme de surveillance est transmis à l'inspection des installations classées avant fin décembre 2019, et mis en œuvre par l'exploitant à partir de janvier 2020. L'élaboration du programme de surveillance et sa mise en œuvre sont établis en concertation avec la SPL Eaux de Grenoble Alpes, en charge de l'exploitation du captage d'eau potable de Pré Grivel."</i></p> <p>Le rapport de l'Inspection de 2020 rappelait que le suivi doit permettre de détecter au plus tôt une pollution accidentelle de la nappe ou une dérive de sa qualité en amont du captage d'eau potable de Pré Grivel. Les 3 piézomètres ont été implantés sur le site (N12, N01, N07) en lien avec la SPL Eaux de Grenoble Alpes. L'écoulement de la nappe s'effectue du sud vers le nord. Une surveillance est réalisée 1 fois par semaine depuis janvier 2020 sur 2 piézomètres (N12 amont et N07 aval) : mesure pH, température, conductivité et dureté. Les résultats sont transmis à la SPL. Les niveaux de nappe sont suivis par la SPL (capteurs sur piézos amont et aval). Les valeurs mesurées sont très stables, à l'exception d'une variation sur le paramètre température, en en particulier au niveau du PZ N12. Une différence est relevée entre les valeurs de pH sur le PZ N12 (entre 7,3 et 7,4) et le PZ N07 (entre 7,7 et 8). L'Inspection demandait à ce que l'exploitant se rapproche de la SPL Eaux de Grenoble Alpes pour comparer les valeurs du suivi (notamment pH et température) à celles mesurées sur d'autres ouvrages localisés sur la zone (afin de voir si l'évolution du pH pourrait être éventuellement liée à l'historique industriel du site (contamination locale des eaux souterraines par des effluents « basiques ») ou à d'autres facteurs hydrogéologiques. Il pourrait être pertinent d'intégrer dans le suivi de 2021 le paramètre COT (pour identifier un éventuel impact amont/aval) à raison d'une fois par trimestre. L'inspection notait que le suivi du PZ N07 permet d'identifier une dérive en amont du captage d'eau potable de Pré Grivel, mais ce piézomètre ne se situe pas directement à l'aval hydraulique de la machine à papier. Il conviendrait d'intégrer périodiquement le piézomètre N08, situé à l'entrée du site, au suivi réalisé, notamment en cas de pollution accidentelle.</p> <p>L'observation n°7 du rapport du 06/11/2020 indiquait qu'en l'absence d'évolution des valeurs mesurées, la fréquence des contrôles peut être mensuelle de manière à constituer un historique, puis trimestrielle (en intégrant le COT et le PZ N08)</p> <p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant avait déclaré que sur 2021 il réaliserait une mesure mensuelle au niveau des 3 piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - N12 : dans le parc des Papeteries, - N07 : parking du personnel- côté Nord - N08 : entrée du site des Papeteries avec les mesures de COT en compléments des mesures de température, pH, conductivité et dureté. <p>Le 30 juin 2023, l'exploitant déclare qu'en 2022 il n'y a pas eu de suivi de la qualité des eaux souterraines, les sondes ont été retirées par la SPL sans prévenir l'exploitant. L'exploitant s'engage à</p>

<p>réaliser les mesures avec sa propre sonde et présente un bon de commande daté du 20/04/2023 pour une sonde piézométrique. Il n'est pas précisé dans ce document si les 4 paramètres température, pH, conductivité et dureté seront mesurés par cette sonde. L'exploitant prévoit de sous-traiter les prélèvements de COT. La température de suivi de l'eau prélevée est indiquée dans GIDAF. Sur l'année 2020 la température moyenne est de 11°C, sur l'année 2021 elle est de 10.6 °C et sur l'année 2022 elle est de 11 °C. Cette température est mesurée au niveau de l'arrivée d'eau suite au pompage (compteur).</p>
<p>Avis de l'Inspection : Non-conforme</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Demande d'action corrective n°1 : Mettre en place un programme de surveillance (article 6 de l'arrêté Préfectoral du 16/09/2019) et le mettre à disposition du service de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. L'élaboration du programme de surveillance et sa mise en œuvre sont établis en concertation avec la SPL Eaux de Grenoble Alpes, en charge de l'exploitation du captage d'eau potable de Pré Grivel. Le suivi pourrait être mensuel de manière à constituer un historique avec le suivi par la sonde (en intégrant le PZ N08 et le COT); en l'absence d'évolution des valeurs mesurées sur 24 mois un allègement de la surveillance mensuelle pourra être mis sur la base d'un suivi trimestrielle.</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Consommation d'eau -Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Nappe d'eau souterraine
Prescription contrôlée : Prélèvement maximum horaire autorisé de 250 m3/h (prélèvement dans la nappe alluviale de la Romanche).
Constats : La consommation en eau déclarée dans l'outil en ligne Gerep est pour les années suivantes est de : 2019 = 1 136 948 m3/an 2020 = 1 388 070 m3/an 2021 = 1 033 727 m3/an 2022 = 888 647 m3/an La consommation annuelle prélevée dans la nappe diminue depuis 2020, les actions de réduction de consommation, de sensibilisation auprès du personnel montrent cette amélioration. Le volet sécheresse est actuellement géré par un arrêté préfectoral cadre sécheresse départemental (ACS) fixant des mesures générales et des restrictions à tout le monde. Pour bénéficier des exemptions aux restrictions, il faut : <ul style="list-style-type: none">- bénéficier d'un arrêté individuel- avoir une consommation (prélèvement net) inférieure à 7000m3/an- avoir une consommation réduite au maximum. L'exploitant demande à bénéficier d'une adaptation possible de ce régime général dans le cas des sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...). Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation, l'exploitant doit réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional. Le 30 juin 2023, l'exploitant présente son Plan de Sobriété Hydrique selon le modèle régional, les 3 onglets du plan sont complétés par les informations demandées. Le site ne possède pas de sous compteurs par atelier, les compteurs sont au niveau des puits et au niveau de l'atelier de l'ensacherie. Un relevé journalier des compteurs au niveau de puits est réalisé.
Avis de l'Inspection : Conforme
Observation n°2: le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) réalisé est à mettre à jour régulièrement et à tenir à disposition de l'Inspection des installations classées. Une réflexion est à mener sur la pose de sous-compteurs par zone d'atelier.
Proposition de suites : Sans suite

N° 11 : Consignes en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/1992, article 6.16
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. L'exploitant a transmis au service de l'Inspection en 2020 la procédure d'évacuation (en date du 12/02/15) ainsi que les consignes relatives à la conduite à tenir en cas d'incendie (en date du 12/02/15). L'observation n°10 du rapport du 06/11/2020 demandait de préciser plus clairement qui est en charge de déclencher les sirènes d'évacuation (responsable du secteur ou personne ayant constaté l'incendie)
Constats : Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant joint les procédures complétées : la personne qui constate l'incendie, a la responsabilité de déclencher l'alarme
Avis de l'Inspection : conforme
Proposition de suites : Sans suite

N° 12 : Protection du bâtiment abritant stockage des bobines de papier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2012, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des Risques
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant la chaudière biomasse et la chaudière gaz naturel seront séparés du bâtiment de stockage des bobines de papier par un mur REI120, ou par un rideau d'eau asservi à détection incendie.
Constats : Le 30 juin 2023 sur site, l'Inspection des installations classées constate deux installations: - un système dénommé "déluge" biomasse, constitué d'un système d'aspersion d'eau sur la biomasse, système à raccorder par les pompiers aux bouches à incendie ; - un système de rideau d'eau situé entre le bâtiment chaudières et le bâtiment abritant le stockage des bobines de papier. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si celui-ci est asservi à la détection incendie et en fonctionnement. Lors de la visite du site, il est constaté que la vanne d'alimentation du rideau d'eau située à plus de 3 mètres de haut est en position fermé ; le système n'est pas opérationnel rapidement.
Avis de l'Inspection : non conforme
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Demande d'action corrective n° 2: Mettre à disposition du service de l'Inspection des installations classées les documents démontrant que le système de rideau d'eau situé entre le bâtiment chaudières et le bâtiment abritant stockage des bobines de papier est asservi à la détection incendie et en fonctionnement.
Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Exercices de lutte contre l'incendie - Plan ETARE
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 14-V
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.</p> <p>Retour sur l'exercice du 06/12/19 avec le SDIS:</p> <p>Le rapport de l'Inspection de 2020 indiquait qu'un exercice d'intervention des pompiers et d'évacuation du personnel a été réalisé le 06/12/19 (événement : incendie à la chaufferie biomasse). Un compte-rendu a été réalisé par l'exploitant : il est accompagné d'un retour d'expérience et d'un plan d'actions, partiellement réalisé à ce jour. La nécessité d'une mise à jour du plan ETARE a notamment été mise en évidence (afin que les pompiers disposent d'une situation à jour des installations et des moyens d'extinction disponibles sur le site). En effet, le plan ETARE date de 2003 et ne fait pas apparaître la chaufferie gaz/biomasse qui a remplacé l'ancienne chaufferie fioul.</p> <p>Un nouvel exercice inopiné d'évacuation devrait être réalisé d'ici fin 2020 ou début 2021.</p> <p>L'observation n°9 du rapport du 06/11/2020 demandait de finaliser les actions d'amélioration identifiées dans le plan d'actions faisant suite à l'exercice incendie du 06/12/19</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant précise que deux actions du plan d'action ne sont pas encore réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise à jour du plan ETARE : l'exploitant est dans l'attente du retour du SDIS, - la réalisation d'un exercice inopiné en 2020 : reporté pour cause de crise sanitaire. <p>Le 30/06/2023, l'Inspection des installations classées constate que le plan ETARE est daté du 03/04/2014 (fiche de renseignement) et le plan de masse daté du 13/12/2011. L'installation de la chaufferie gaz/biomasse est indiquée sur le plan de masse. Il ne figure pas sur ce plan les deux moyens de lutte contre l'incendie implanté sur le stockage biomasse : le rideau de pluie et le déluge.</p> <p>Le dernier exercice inopiné après celui du 6 décembre 2019 date du 08 juin 2022 (exercice d'évacuation). L'exploitant déclare que les points positifs de cet exercice sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne réactivité de tout le personnel. L'évacuation s'est déroulée dans le calme. L'expérience acquise par les salariés ayant déjà participé à des exercices les années précédentes a permis de servir d'exemple dans la conduite à tenir pour les personnes récemment arrivées dans l'entreprise. - Le fonctionnement des sirènes a pu être vérifié. Les visiteurs et intervenants extérieurs ont été pris en charge par leurs hôtes et conduits au point de rassemblement. - Les agents Cofély ont entendu la sirène extérieure de la machine 5 et se sont dirigés spontanément au point de rassemblement. <p>Pour les axes d'améliorations, l'exploitant s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le problème de l'organisation de l'évacuation en cas d'absence de T. Rastoll , de mettre en place une organisation avec un déclenchement d'évacuation par téléphone = rajout d'un amplificateur de sonnerie pour le téléphone de la salle façonnage. Demande lancée. - pour la sirène extérieure de la machine 5 qui est inaudible en salle de contrôle, prévoir une alarme couplée à la sirène extérieure = pas nécessaire, il y a déjà une sirène à déclenchement manuel à proximité.

<p>- Sans l'intervention des 2 responsables de la sacherie (les 2 personnes au courant), personne ne sortait de l'atelier. Une des explications est qu'il y a régulièrement des démarrages intempestifs de l'alarme = les détecteurs ont été remplacés, il n'y a plus de déclenchements intempestifs.</p> <p>L'inspection constate que le scénario mis en oeuvre (simple exercice d'évacuation) est peu complexe au vu des différents risques identifiés sur l'ensemble des installations.</p>
Avis de l'Inspection : conforme
<p>Observation n°3: Mettre à jour le plan ETARE avec les moyens de lutte contre l'incendie concernant la chaudière biomasse. Indiquer aussi la localisation du stockage fioul (rubrique 4734)</p> <p>Observation n°4: pour le prochain exercice inopiné, mettre en place un scénario incendie défini à partir de l'étude de dangers et de ses zones à risques . L'exercice de 2019 simulait un incendie à la chaufferie biomasse et conclut sur la nécessité de renouveler ce type d'exercice. Une simulation incendie au niveau du stockage de fioul pourrait être mis à l'ordre du jour. Mettre à disposition du service de l'Inspection le rapport de cet exercice. De manière générale, l'exploitant doit complexifier les exercices réalisés et ne pas se limiter à une simple évacuation du personnel.</p> <p>Observation n°5: Mettre à la disposition du service de l'Inspection le rapport des actions réalisées (axes d'améliorations) suite à l'exercice inopiné de 2022.</p>
Proposition de suites : Sans suite

N° 14 : Détection incendie - bâtiments de stockage des bobines de papier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant fin 2019, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude relative à la mise en place d'un système de détection incendie au niveau des bâtiments de stockage des bobines de papier, et procède à sa mise en place avant fin juin 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'inspection des installations classées le rapport de mise en service du système de détection incendie au niveau des bâtiments de stockage des bobines de papier, daté du 23/04/2021 (rapport de Chubb France 428J186777). 115 détecteurs incendie ont été installés, la centrale alarme de ces détecteurs est située dans la salle de contrôle de Vicat, avec personnel sur place 24h/24h et 7j/7j. L'Inspection des installations classées constate que sur le registre présenté par l'exploitant cette installation est contrôlée 2 fois par an, le dernier contrôle datant du 13/06/2023 par la société Chubb France.</p> <p>Le 30 juin 2023, à la demande de l'Inspection des installations classées, l'exploitant affiche sur la centrale incendie implantée en salle de commande les défauts : "dérangement détecteur zone 15" en date du 18/06/2023 avec un acquittement le 30/06/2023. L'exploitant ne présente pas de registre de suivi des acquittements et les actions menées suite aux défauts constatés.</p> <p>Tout acquittement de défaut de détection sur la centrale incendie doit être justifié.</p>
Avis de l'Inspection : conforme
<p>Observation n° 6: Mettre en place un registre de suivi des défauts constatés et des actions menées concernant le système de détection incendie au niveau des bâtiments de stockage des bobines de papier. Ces actions doivent être justifiées.</p>
Proposition de suites : Sans suite

N° 15 : Risque de déversements zone adjuvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/1992, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, pollution accidentelle des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions du §6.4 de l'article 2 des prescriptions annexées à l'AP du 06/04/1992 : Le sol des emplacements des installations de préparation et de manipulation des adjuvants est aménagé de façon à pouvoir contrôler toute fuite accidentelle.</p> <p>Lors de l'inspection sur site en 2020, il a été constaté que la zone de connexion (skid) des flexibles aux différents produits dont les résines PAE (Kymene) se situait en dehors de la rétention, et qu'en cas de mauvaise connexion du flexible, de raccords défailants, etc, avec la pompe en service, une quantité importante de produit peut potentiellement se déverser dans le réseau de collecte relié à la station, si l'opérateur n'intervient pas.</p> <p>Le dispositif doit être amélioré, afin qu'un déversement accidentel puisse être collecté dans la rétention des bacs de stockage. La mise en place d'une alarme en point bas de la rétention des stockages pourra également être étudiée. Le cas échéant, les procédures de mise en œuvre des produits (vérification des connexions, de l'arrêt des pompes, etc) devront être améliorées.</p> <p>Une non-conformité (n°3) du rapport du 06/11/2020 demandait de procéder à une mise sur rétention de la zone de raccordement des flexibles aux bacs de stockage (résine PAE, Aquapel)</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier, le 31 décembre 2020, l'exploitant expose les solutions retenues afin de pouvoir contrôler toute fuite accidentelle au niveau des raccordements des flexibles aux bacs de stockage des produits chimiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- remonter les pompes doseuses au niveau supérieur de la fosse de rétention existante, et en les mettre en retrait à l'intérieur de la fosse existante ;- supprimer le mur situé à l'arrière des pompes, et mettre en place un mur équivalent sur l'avant afin d'avoir l'ensemble des raccordements au-dessus de la fosse de rétention. <p>L'exploitant joint un schéma de principe à son courrier.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'Inspection constate le 30/06/2023 que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les pompes doseuses sont au niveau supérieur de la fosse de rétention existante, en retrait à l'intérieur de la fosse existante ;- l'ensemble des raccordements sont situés au-dessus de la fosse de rétention. La non-conformité (n°3) est soldée.
Avis de l'Inspection : conforme
Proposition de suites : Sans suite